



ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETE n° 2024/192 : Portant réglementation provisoire de la circulation et du stationnement, Place Pierre Brossolette, rue Riocreux, rue des Jardies et rue du Maréchal Galliéni

Le Maire de la Ville de Sèvres,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2024/009 du 16 janvier 2024 donnant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Franck-Eric MOREL, Conseiller Municipal délégué, notamment en matière de circulation, de stationnement et d'espaces publics,

Vu l'avis en date du 6 juin 2024 du service voirie de la Direction Territoriale Ouest du Grand Paris Seine Ouest,

Considérant qu'il y a lieu de faciliter le bon déroulement de la fête de la musique, Place Pierre Brossolette,

ARRETE :

ARTICLE 1. STATIONNEMENT

Du jeudi 20 juin 2024 à 20h00 au samedi 22 juin 2024 à 12h00, le stationnement des véhicules est interdit sur l'ensemble de la place Pierre Brossolette.

ARTICLE 2. CIRCULATION

Du vendredi 21 juin 2024 à 11h00 au samedi 22 juin 2024 à 2h00, la circulation des véhicules est interdite place Pierre Brossolette. En conséquence, la circulation des véhicules rue Riocreux, rue des Jardies et rue du Maréchal Galliéni est mise à double sens de circulation, pour permettre l'accès aux riverains.

ARTICLE 3.

Tout véhicule contrevenant à ces dispositions sera verbalisé et emmené à la fourrière.

ARTICLE 4.

Les signalisations réglementaires sont mises en place par le service des fêtes et cérémonies de la commune de Sèvres.

ARTICLE 5.

Madame la Directrice des services techniques de la Mairie,
Monsieur le Directeur des services techniques de l'établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest,
Madame le Commissaire de Police,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sèvres, le 10 juin 2024.

NB : Conformément aux articles R.421-1 et R.421-5 du code de la justice administrative, le présent acte est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE, dans un délai de deux mois à compter de sa notification/publication. Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire de l'acte. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux.



Pour le Maire et par délégation,

Franck-Eric MOREL

*Le Conseiller Municipal délégué à la circulation,
au stationnement et aux espaces publics*